

FINANCES LOCALES

Les élus du Val d'Oise se font les «facteurs» de leurs habitants à Matignon – Reportage

S. Fagnart - G. Garvanese | France | Publié le 08/07/2010

Paris, Rue de Varennes, à quelques encablures de Matignon. Une quinzaine d'élus, entourés de quelques journalistes et photographes, parlementent avec des policiers par-dessus des barrières Nadar. C'est la délégation du conseil général du Val d'Oise, venue apporter les cartes signées par 22 800 habitants du département réclamant à l'Etat les sommes non compensées des charges transférées au titre du RMI/RSA, de l'APA, de l'allocation handicap et des personnels TOS des collèges. Pour un total de 120 millions d'euros.



[1]

Quelques minutes se passent, puis les barrières s'entre-ouvrent et permettent à la petite troupe de gagner le 57 où un collaborateur du Premier ministre (qui ? personne ne semble le savoir...) réceptionne les trois sacs remplis des cartes prenant la forme de ticket de caisse. Tout un symbole.



[2]

La réception des sacs par un conseiller du Premier ministre

Mini référendum, pour Didier Arnal

Ces cartes, le conseil général les a envoyées aux habitants au début du mois de juin. 22 800 lui ont été retournées et signées. **Didier Arnal**, le président du conseil général du Val d'Oise estime que «l'afflux de réponse» est un «succès».

Par là, les Val d'Oisiens s'associeraient, selon **Didier Arnal**, à la «démarche de résistance» entamée par les élus.



[3]

Didier Arnal, président du conseil général du Val d'Oise

L'action du département ne saurait toutefois se circonscrire à cette démarche somme toute symbolique, qui relève surtout de la «sensibilisation des citoyens» au comportement de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales. D'ailleurs, les attentes de **Didier Arnal** sur la réponse du Premier ministre sont finalement assez vagues.

Les choses sérieuses commenceront plutôt en septembre, avec un recours en conseil d'Etat.

La fronde continue donc au sein des départements. «En solidarité avec cette initiative heureuse», **Anne Hidalgo**, première adjointe au maire de Paris, accompagnait, en compagnie d'autres élus parisiens, cette délégation.



[4]

Anne Hidalgo, première adjointe au maire de paris

Et au-delà du soutien, Paris pourrait à son tour envisager des actions similaires.